

# L'aide au développement en période de crise économique

Terrain : Mai – Juin 2009

Publication : Octobre 2009

## Rapport



## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	2
RESUME .....	4
1. PRINCIPAUX DEFIS AUXQUELS SONT CONFRONTES LES PAYS EN DEVELOPPEMENT .....	6
2. NOTORIETE LIMITEE, MAIS ATTENTES ELEVEES : LES EUROPEENS VEULENT EN SAVOIR PLUS SUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT .....	10
3. UNE PERSPECTIVE EUROPEENNE QUI AJOUTE DE LA VALEUR .....	17
4. SOUTIEN AU RESPECT DES ENGAGEMENTS CONTRACTES .....	19
5. UN INTERET PROPRE ALLIE A UN SOUTIEN AUX NATIONS UNIES .....	30
CONCLUSION .....	39

## ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES  
QUESTIONNAIRE  
TABLEAUX DE RESULTATS



## INTRODUCTION

Depuis l'automne 2008, le monde connaît la crise financière et économique la plus dramatique depuis les années 1930. Les effets de cette crise continuent à se faire sentir en 2009 : l'accroissement du chômage, parallèlement à un alourdissement de la fiscalité, exerce de nouvelles pressions sur les budgets consacrés à l'aide aux pays en développement. Les trois pays Baltes et l'Irlande, qui ont enregistré une importante chute de leur PIB, comptent parmi les États les plus affectés<sup>1</sup>. Dans ce contexte, la Direction Générale du Développement a commandé un sondage Eurobaromètre visant à évaluer dans quelle mesure le public soutient l'aide au développement en cette période de difficultés économiques.<sup>2</sup>

Si l'incidence de la crise sur l'importance accordée par les Européens à l'aide au développement fut l'élément déclencheur de cette récente étude, celle-ci s'inscrit en outre dans le cadre d'une série de sondages menés depuis 2004 afin de savoir dans quelle mesure les Européens sont au fait des questions liées à l'aide au développement.<sup>3</sup> Lorsque cela s'avère possible, une comparaison est faite avec les résultats des précédents sondages.

La première partie de ce rapport montre que les Européens ont une bonne perception de l'image globale, à savoir les principaux défis auxquels les populations des pays en développement sont confrontées pour assurer leur survie. Dans ce contexte, ce sondage montre que si les Européens comprennent mal le fonctionnement de la coopération au développement, ils sont véritablement intéressés d'en savoir plus, plus particulièrement grâce à une meilleure couverture médiatique (chapitre 2). De plus, les Européens aimeraient que l'Union européenne s'implique plus largement dans le débat international sur le développement. Ils estiment en effet que cette implication apporterait une valeur ajoutée (chapitre 3).

Malgré la crise économique, les Européens s'avèrent être de fervents partisans de l'aide au développement. En effet, ils se disent prêts à soutenir une stratégie visant à "tenir les promesses" telle que celle qui est suivie par la Commission européenne (chapitre 4).

Enfin, le dernier chapitre de ce rapport présente une situation quelque peu paradoxale. Si la plupart des Européens comprennent dans quelle mesure la coopération au développement est susceptible de contribuer à la réalisation d'objectifs accessoires tels que le commerce ou la stabilité mondiale, il est peu aisé de dire, au vu des résultats de ce sondage, s'ils sont favorables ou non à ces objectifs. En effet, malgré les "intérêts réalistes" que la coopération au développement contribue à réaliser, les Nations unies occupent la tête du classement des organisations les plus aptes à aider les pays pauvres, devant l'Union européenne.

Ce rapport présente en détail les résultats au niveau de l'Union européenne dans son ensemble, mais aussi par pays. Les résultats de ce sondage montrent que la

---

<sup>1</sup> <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=fr&pcode=tsieb020>

<sup>2</sup> [http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM\\_PDF\\_COM\\_2009\\_0160\\_F\\_FR\\_ACTE.pdf](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_PDF_COM_2009_0160_F_FR_ACTE.pdf)

<sup>3</sup> Un premier sondage a été réalisé en décembre 2004, suivi d'un deuxième en mars 2007, dans les 27 États membres (Eurobaromètre spécial 222 'Attitudes envers l'aide au développement' réalisé parmi les États membres de l'Union européenne alors au nombre de 25 – [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_222\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_222_fr.pdf)). Plus tard durant cette même année, une autre enquête a été menée dans les 12 États membres qui avaient récemment rejoint l'Union européenne (Voir 'Les citoyens des nouveaux États membres de l'UE et l'aide au développement' – [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_286\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_286_fr.pdf)). Si le questionnaire utilisé pour cette dernière version du sondage a connu des modifications considérables par rapport aux précédentes enquêtes, certaines questions sont identiques et leurs résultats peuvent être comparés.

coopération au développement rend l'Union européenne plus proche. L'efficacité de l'aide au développement nécessite une plus grande cohérence et un consensus entre les États membres. Les résultats au niveau européen montrent que depuis 2004, les différences entre les pays s'estompent, plus particulièrement entre les "12NEM"<sup>4</sup> et les autres États membres.

---

<sup>4</sup> 12NEM : 12 nouveaux États membres, qui ont intégré l'UE en mai 2004.

## RESUME

Ce rapport présente les résultats détaillés d'un Eurobaromètre spécial réalisé aux mois de mai et juin 2009, dans le but d'évaluer dans quelle mesure la crise économique affecte le soutien du public à l'égard de la coopération au développement.

- Globalement, malgré la gravité de la crise économique, le public continue de soutenir largement la coopération au développement. En effet, environ 90 % des Européens continuent de penser que le développement est important.
- Dans la lignée des politiques de l'Union européenne en faveur du développement des plus démunis, un Européen sur deux estime que la lutte contre la pauvreté est le principal défi auquel les pays en développement sont confrontés, avant même la crise économique et alimentaire (35 %). Les Européens semblent considérer que la pauvreté constitue, au-delà de la débâcle économique, le problème structurel prépondérant.
- Après une décennie de communication et malgré les progrès engrangés, la notoriété des Objectifs du millénaire pour le développement reste faible. En effet, pratiquement trois quarts des Européens n'en ont jamais entendu parler. Les Européens comprennent les défis de taille auxquels les économies en développement font face, sans comprendre toutefois comment leurs gouvernements respectifs luttent contre la pauvreté dans le monde. On ne peut toutefois affirmer que les Européens manquent d'intérêt pour ce sujet, puisque 42 % d'entre eux plaident en faveur d'une meilleure couverture médiatique des questions liées au développement.
- 72 % des Européens sont favorables au respect, voire à un accroissement, des engagements d'aide existants en faveur des pays en développement. Les Européens soutiennent réellement la devise de l'Union européenne "tenons nos promesses".
- Environ deux Européens sur trois affirment soutenir l'aide pour leurs propres intérêts de (64 %), à savoir le commerce, le terrorisme, la migration et les relations politiques avec les pays tiers. Malgré cela, un Européen sur trois est d'accord pour dire que les Nations unies sont les mieux placées pour apporter de l'aide aux pays en développement, avant l'Union européenne (26 %) et les États-Unis d'Amérique (20 %).
- La majorité des citoyens qui paient des impôts élevés (51 % de ceux qui ont entre 40 et 54 ans) s'accordent à dire que l'Union européenne doit tenir ses promesses. Ce sont toutefois également les Européens les moins favorables à ce que l'aide excède les promesses déjà faites.
- Une grande majorité des citoyens européens (61 %) pensent que l'Europe peut contribuer positivement au débat sur le développement mondial.
- Comme on peut s'y attendre, les réponses à ce sondage sont affectées par le bien-être socio-économique des répondants. Les variables de différenciation les plus marquantes sont l'éducation et l'âge. Les opinions politiques affectent également les réponses données. En effet, les personnes âgées de vingt à trente ans sont particulièrement favorables à l'aide au développement, tandis que les plus âgés sont plus susceptibles de se déclarer sceptiques quant à la coopération au développement. Il en va de même pour les Européens aux revenus les plus faibles.

- Le soutien à la coopération au développement augmente en fonction de l'éducation et du revenu. Les Européens qui sont le moins susceptibles de subir la pression de la mondialisation (les plus jeunes qui ne travaillent pas et les professionnels hautement qualifiés) soutiennent le plus largement l'aide au développement.

## 1. PRINCIPAUX DÉFIS AUXQUELS SONT CONFRONTÉS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

*Un Européen sur deux estime que la pauvreté est le principal défi auquel sont confrontés les pays en développement, avant même la crise économique et alimentaire. Les Européens comprennent que la pauvreté, au-delà de la débâcle économique, constitue une crise structurelle essentielle. Cette réaction s'inscrit dans la lignée de l'approche de l'Union européenne à l'égard des défis auxquels sont confrontés les pays partenaires.*

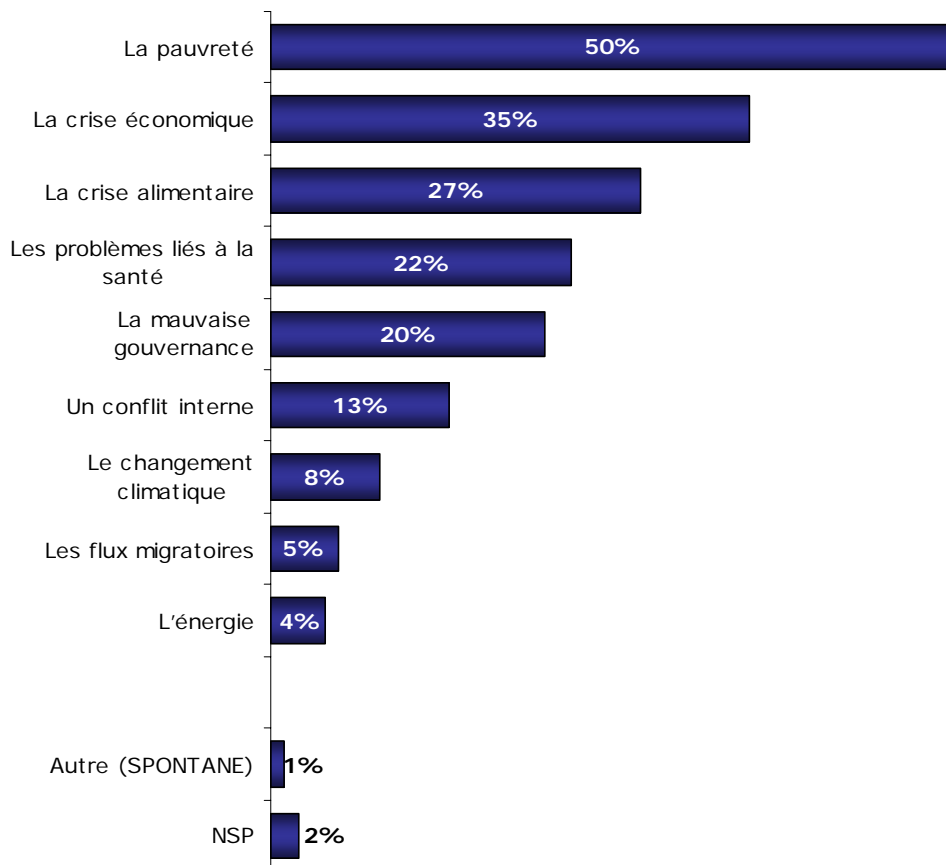
Lorsqu'on demande aux personnes interrogées d'identifier les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement, plusieurs problèmes émergent, mais toujours avec en tête la pauvreté, citée par un répondant sur deux (50 %). Aucun changement n'a été observé en la matière depuis 2007.<sup>5</sup> Les Européens comprennent que la crise mondiale la plus importante est la pauvreté. Cette perception s'inscrit dans le cadre du glissement politique opéré à la fin des années 1990 vers des politiques favorables aux pauvres.

Si l'on envisage les défis "actuels" auxquels les citoyens des pays en développement sont confrontés, les Européens citent aussi les récentes crises, économique et alimentaire. Ils semblent estimer que les pressions immédiates sont plus critiques sur le court terme que les défis sous-jacents à long terme.

---

<sup>5</sup> En 2004, la lutte contre le VIH/SIDA venait en tête (36 %), devant la pauvreté. Ce résultat avait probablement été influencé par la journée mondiale de la lutte contre le VIH/SIDA au début décembre, époque à laquelle le sondage avait été mené.

**QF6 Selon vous, quels sont les deux plus grands défis auxquels font face les pays en voie de développement actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)**  
% UE



À l'approche du sommet de Copenhague des Nations unies sur le climat, le nombre restreint de répondants citant les changements climatiques parmi les défis importants peut sembler surprenant. Deux considérations sont susceptibles de contribuer à mettre ce chiffre en perspective. Tout d'abord, les questions étaient axées sur les "défis actuels". Les répondants ont donc sans doute estimé que les changements climatiques constituent moins un défi dans l'immédiat que la crise alimentaire, par exemple. Ensuite, les Européens ne considèrent sans doute pas que les changements climatiques constituent une menace spécifique pour les pays en développement, mais bien un défi mondial auquel sont confrontés l'ensemble des habitants de la planète. Personne ne peut cependant affirmer que les Européens considèrent que les changements climatiques sont un problème mineur. D'autres sondages montrent en effet que 65 % des Européens envisagent le réchauffement global comme un défi majeur (voir Eurobaromètre spécial 313)<sup>6</sup>.

<sup>6</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_313\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_313_en.pdf)

QF6 Selon vous, quels sont les deux plus grands défis auxquels font face les pays en voie de développement actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

	La pauvreté	La crise économique	La crise alimentaire	Les problèmes liés à la santé	La mauvaise gouvernance	Un conflit interne	Le changement climatique	Les flux migratoires	L'énergie	Autre (SPONTANÉ)	NSP
<b>UE27</b>	50%	35%	27%	22%	20%	13%	8%	5%	4%	1%	2%
BE	47%	31%	35%	27%	17%	14%	12%	5%	3%	0%	1%
BG	49%	52%	19%	21%	16%	7%	7%	7%	8%	0%	4%
CZ	48%	31%	33%	36%	5%	25%	4%	4%	2%	1%	1%
DK	49%	18%	19%	40%	20%	25%	15%	7%	2%	1%	1%
DE	52%	30%	30%	21%	24%	11%	13%	3%	4%	1%	1%
EE	48%	40%	29%	29%	13%	17%	4%	2%	3%	1%	3%
IE	41%	35%	29%	27%	22%	16%	11%	4%	3%	0%	3%
EL	57%	41%	20%	22%	13%	11%	11%	16%	3%	0%	0%
ES	58%	37%	24%	15%	23%	8%	6%	6%	2%	1%	2%
FR	50%	30%	36%	28%	23%	9%	6%	5%	6%	0%	1%
IT	44%	45%	24%	18%	15%	12%	4%	11%	5%	0%	4%
CY	46%	41%	23%	35%	9%	11%	10%	14%	4%	0%	1%
LV	50%	54%	13%	15%	21%	14%	2%	8%	3%	1%	3%
LT	47%	49%	16%	16%	21%	14%	1%	8%	7%	1%	4%
LU	48%	29%	17%	29%	25%	17%	11%	3%	4%	1%	2%
HU	58%	48%	27%	24%	9%	7%	7%	2%	8%	1%	1%
MT	30%	39%	15%	13%	36%	17%	9%	17%	8%	1%	3%
NL	40%	14%	34%	26%	29%	35%	8%	3%	1%	2%	1%
AT	43%	32%	30%	23%	17%	16%	17%	6%	6%	1%	2%
PL	38%	50%	22%	18%	14%	15%	8%	4%	8%	0%	5%
PT	57%	42%	25%	17%	11%	9%	4%	3%	2%	1%	4%
RO	55%	60%	17%	12%	18%	8%	5%	3%	4%	0%	4%
SI	50%	48%	18%	20%	13%	19%	14%	3%	2%	2%	0%
SK	57%	40%	29%	24%	11%	17%	6%	3%	4%	0%	1%
FI	48%	10%	26%	42%	24%	24%	8%	3%	2%	2%	2%
SE	51%	14%	13%	28%	33%	37%	11%	2%	2%	3%	1%
UK	54%	24%	28%	26%	27%	13%	8%	3%	3%	2%	3%

**pourcentage le plus élevé par pays**  
pourcentage le plus élevé par item




**pourcentage le plus bas par pays**  
pourcentage le plus bas par pays

Les citoyens des États membres ayant le plus récemment rejoint l'Union ont tendance à accorder un poids plus important à la crise économique (49 %) que leurs homologues de l'UE-15 (32 %). Environ la moitié des répondants ou plus en Roumanie, Lettonie, Bulgarie et Pologne estime que ce problème est un problème fondamental pour les pays en développement. Les répondants d'autres pays qui comptent parmi les plus touchés par la crise économique, par exemple l'Irlande (35 %) et le Royaume-Uni (24 %), estiment que la crise économique constitue une moindre menace pour les pays en développement.

Nous observons aussi d'autres différences intéressantes par pays : les répondants d'Espagne et de Hongrie (58 % dans les deux cas), ainsi que de Grèce et de Slovaquie (57 %) sont plus susceptibles d'affirmer que la **pauvreté** est un problème que les personnes interrogées en Pologne (38 %) et à Malte (30 %).

**Les changements climatiques** sont cités par 17 % des répondants en Autriche et par 15 % au Danemark. Les répondants originaires des pays baltes sont beaucoup moins préoccupés par cette problématique : 1 % des répondants en Lituanie, 2 % en Lettonie et 4 % en Estonie ont cité les changements climatiques parmi les deux principaux défis auxquels sont confrontés les pays en développement.

QF6 Selon vous, quels sont les deux plus grands défis auxquels font face les pays en voie de développement actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

	La pauvreté	La crise économique	La crise alimentaire	Les problèmes liés à la santé	La mauvaise gouvernance	Un conflit interne	Le changement climatique	Les flux migratoires	L'énergie	Autre (SPONTANÉ)	NSP
<b>EU27</b>	50%	35%	27%	22%	20%	13%	8%	5%	4%	1%	2%
<b>Age</b>											
 15-24	52%	39%	26%	23%	16%	13%	7%	5%	4%	1%	3%
25-39	48%	38%	26%	22%	21%	13%	8%	5%	5%	1%	2%
40-54	50%	36%	26%	22%	22%	15%	8%	6%	4%	1%	1%
55 +	50%	31%	29%	22%	20%	12%	8%	5%	4%	1%	3%
<b>Age de fin d'études</b>											
 15-19	54%	33%	29%	21%	18%	10%	6%	5%	3%	1%	3%
20+	50%	37%	28%	22%	19%	13%	8%	5%	5%	1%	2%
Tjs étudiant	46%	32%	25%	23%	26%	16%	10%	5%	5%	1%	2%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>											
 Indépendants	52%	37%	26%	22%	17%	15%	9%	5%	4%	1%	3%
Cadres directeurs	46%	38%	25%	17%	23%	15%	9%	7%	6%	1%	3%
Autres employés	46%	32%	26%	23%	27%	17%	11%	4%	5%	1%	1%
Ouvriers	47%	37%	26%	22%	22%	16%	8%	6%	5%	1%	1%
Femmes- hommes au foyer	53%	37%	28%	23%	19%	12%	7%	5%	4%	1%	2%
Chômeurs	51%	38%	26%	23%	18%	10%	9%	4%	3%	1%	2%
Retraités	51%	41%	24%	20%	19%	10%	7%	6%	3%	1%	3%
Etudiants	50%	30%	29%	23%	19%	12%	7%	5%	4%	1%	4%
	52%	37%	26%	22%	17%	15%	9%	5%	4%	1%	3%

Comme on pouvait s'y attendre, la perception des défis auxquels les pays partenaires sont confrontés est affectée par l'âge des répondants.

Les personnes interrogées de 55 ans et plus sont plus susceptibles de citer la crise alimentaire (29 %) comme étant le principal défi auquel les pays partenaires font face. D'autres études ont montré que ce groupe d'âge est plus sensible à la crise alimentaire – par leur propre expérience en matière d'achat de nourriture – qu'à la crise économique. Les plus jeunes, âgés de 15-24 ans, ont tendance à mettre plus largement l'accent sur la récente crise économique (39 %).

Les personnes ayant arrêté l'école relativement jeunes (à l'âge de 15 ou moins) et qui sont les plus susceptibles de disposer de moyens financiers limités, tendent à affirmer que la pauvreté est le principal défi auquel sont confrontés les pays les plus pauvres.

Les profils de revenus plus élevés mettent plus fortement l'accent sur l'insécurité civile et une gouvernance défailante comme principaux défis des pays partenaires. Les profils à plus faibles revenus estiment que la crise alimentaire et la pauvreté sont les principaux défis.

## 2. NOTORIÉTÉ LIMITÉE, MAIS ATTENTES ÉLEVÉES : LES EUROPÉENS VEULENT EN SAVOIR PLUS SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

*Après une décennie de communication, et malgré les progrès engrangés, la notoriété des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) reste faible. En effet, pratiquement trois quarts des Européens n'en ont jamais entendu parler. À peine 5 % des répondants sont à la fois au fait des OMD et de leur contenu. Cette situation ne découle pas d'un manque d'intérêt : 42 % des Européens plaident en faveur d'une meilleure couverture médiatique des questions liées au développement.*

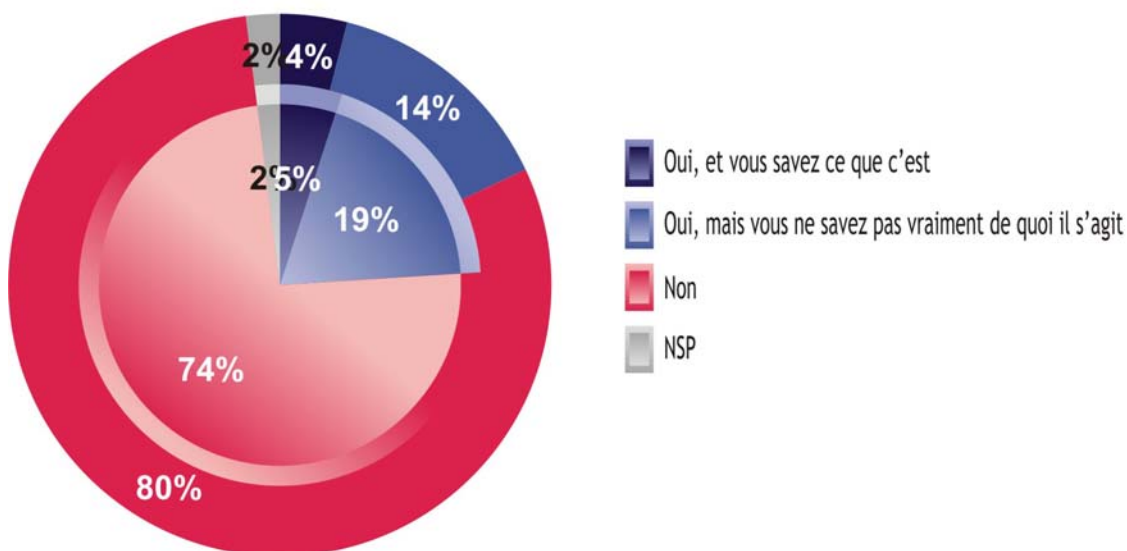
Si les Européens manifestent une bonne compréhension des principaux défis auxquels sont confrontés les pays pauvres, ils sont par contre peu informés de la manière dont leurs gouvernements tentent d'y remédier. Pour évaluer leur perception de la manière dont l'Union européenne répond à la problématique du développement, il a été demandé aux Européens ce qu'ils savaient des Objectifs du millénaire pour le développement. Moins d'un quart (24 %) des répondants sont au fait de leur existence, dont 19 % ne sont pas vraiment informés de leur contenu.<sup>7</sup> Seuls 5 % des personnes interrogées savent ce que sont réellement les Objectifs du millénaire pour le développement.

---

<sup>7</sup> QF2 Avez-vous déjà entendu parler ou lu quelque chose sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement ?

---

Question: QF2. Avez-vous déjà entendu parler ou lu quelque chose sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement ?



"Camembert" extérieur: Printemps 2009

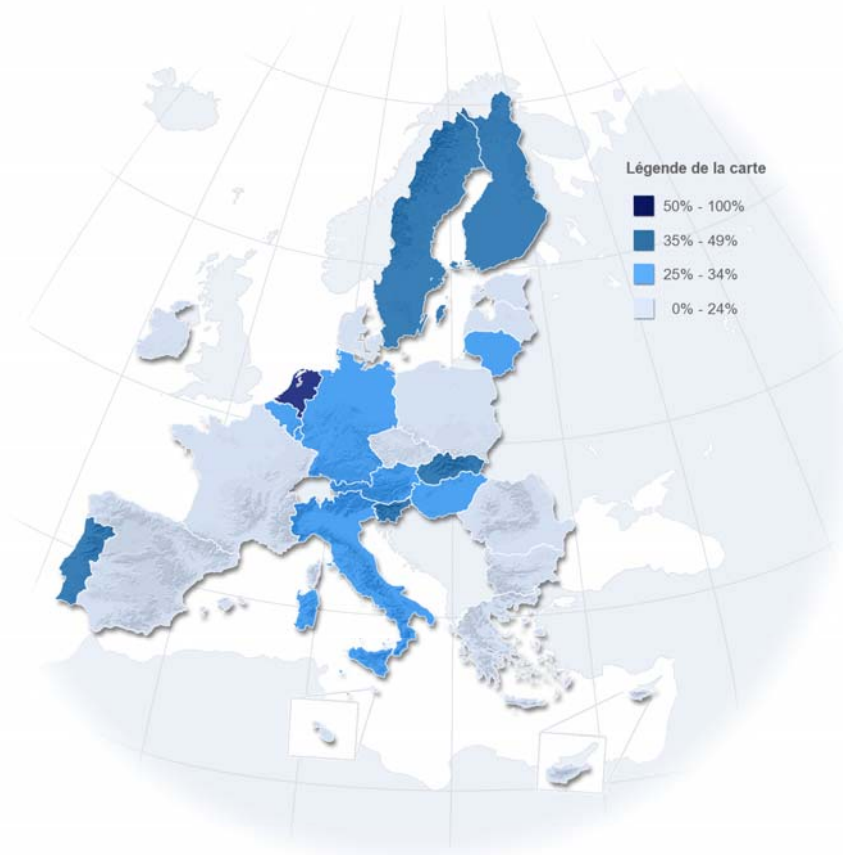
"Camembert" intérieur: Printemps 2007

---

Des enquêtes menées par le passé ont également évalué la notoriété des Objectifs du millénaire pour le développement auprès des Européens. La proportion de répondants affirmant connaître les Objectifs du millénaire pour le développement est passée de 12 % en 2004 à 18 % en 2007, puis à 24 % en 2009. Ces résultats suggèrent un accroissement certes lent, mais néanmoins permanent de la notoriété des Objectifs du millénaire pour le développement.

	NL	64%
	SE	45%
	SI	39%
	SK	37%
	PT	35%
	FI	35%
	AT	32%
	IT	32%
	BE	28%
	LU	27%
	DE	26%
	LT	25%
	HU	25%
	IE	24%
	EU27	24%
	ES	23%
	EL	23%
	EE	19%
	RO	17%
	CZ	17%
	PL	17%
	DK	16%
	MT	14%
	UK	14%
	FR	13%
	LV	13%
	BG	12%
	CY	11%



Question: QF2. Avez-vous déjà entendu parler ou lu quelque chose sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement ?  
Réponses: Yes



L'analyse par pays dévoile d'importantes variations. La notoriété et la connaissance globales des Objectifs du millénaire pour le développement sont plus élevées dans les pays consacrant un pourcentage important de leur produit intérieur à l'aide publique au développement. Par exemple, les Pays-Bas sont en tête de liste avec 64 % de notoriété globale, suivis par la Suède (45 %). Au Luxembourg, les répondants affichent un taux relativement élevé de compréhension des Objectifs du millénaire pour le développement (10 %). Ces trois pays consacrent au développement une part de leur produit intérieur brut supérieure à l'objectif de 0,7 % défini par les Nations unies.

Le nombre de personnes sensibles aux Objectifs du millénaire pour le développement a fortement augmenté en Europe du sud. La notoriété est ainsi passée de 12 % à 23 % en Espagne, de 18 % à 32 % en Italie et de 24 % à 35 % au Portugal, même si le degré de compréhension du contenu des Objectifs du millénaire pour le développement est quelque peu inférieur dans ces pays. Si les causes de l'augmentation observée dans ces pays restent obscures, nous notons néanmoins que la couverture en ligne des Objectifs du millénaire pour le développement a connu un point culminant en juin 2009, à la veille du Sommet du G8 organisé en juillet 2009 à l'Aquila, en Italie.

QF2 Avez-vous déjà entendu parler ou lu quelque chose sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement ?

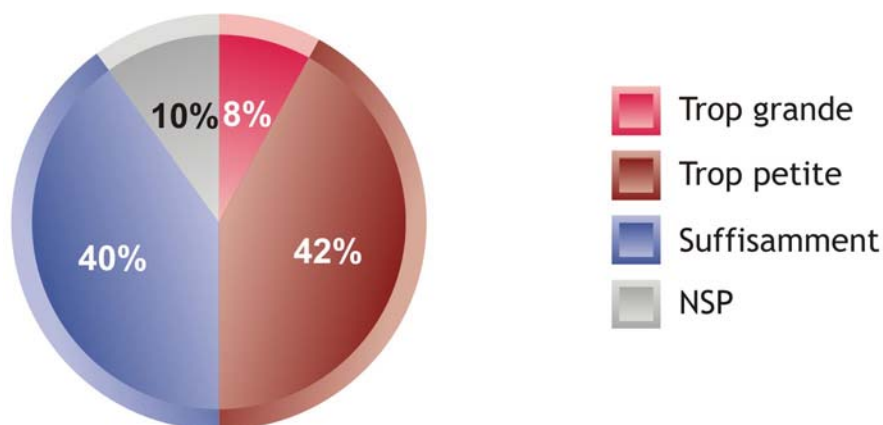
	Oui, et vous savez ce que c'est	Oui, mais vous ne savez pas vraiment de quoi il s'agit	No	NSP	Oui
<b>UE27</b>	5%	19%	74%	2%	24%
<b>Age de fin d'études</b>					
 15-	2%	13%	83%	2%	15%
16- 19	4%	18%	76%	2%	22%
20+	9%	24%	65%	2%	33%
Tjs étudiant	6%	22%	70%	2%	28%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>					
 Indépendants	8%	22%	69%	1%	30%
Cadres directeurs	11%	25%	63%	1%	36%
Autres employés	6%	22%	70%	2%	28%
Ouvriers	4%	17%	77%	2%	21%
Femmes- hommes au foyer	3%	16%	79%	2%	19%
Chômeurs	3%	13%	81%	3%	16%
Retraités	4%	17%	77%	2%	21%
Etudiants	6%	22%	70%	2%	28%

Comme le montre le tableau ci-dessus, les répondants ayant le bagage scolaire le plus important se situent dans la catégorie socio-économique des cadres moyens et sont les plus susceptibles d'avoir entendu parler des Objectifs du millénaire pour le développement ou d'en connaître le contenu.

Qui dit faible notoriété ne dit toutefois pas forcément intérêt limité. Si les Européens sont peu au fait de la manière dont leur gouvernement aide les pays partenaires, ils manifestent un réel intérêt à en savoir plus sur la manière dont les pays en développement peuvent sortir de la spirale de la pauvreté. Dans la mesure où les médias jouent un rôle important dans la manière dont les Européens donnent forme à leurs connaissances et à leur compréhension des problèmes liés à la coopération au développement, l'une des façons de connaître ces dernières consistait à mesurer les attentes des Européens à l'égard des médias. Il a été demandé aux Européens de donner une estimation du niveau de couverture, par la presse nationale, du développement des pays pauvres. Si environ 42 % des répondants estiment que la couverture est 'trop faible', 40 % pensent que le niveau de couverture est 'suffisant'. Tout juste 8 % des répondants affirment que la couverture médiatique est 'excessive'.

---

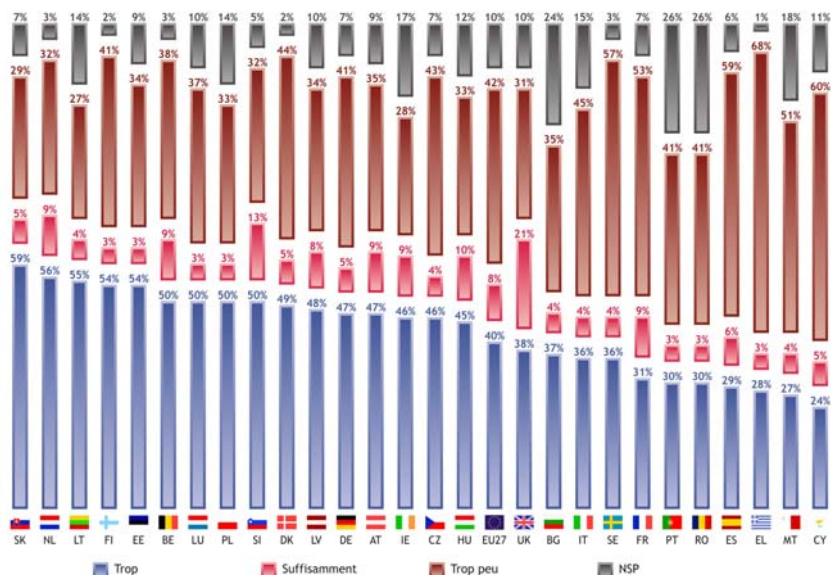
Question: QF8. En général, pensez-vous que les médias (NATIONALITE) parlent trop, suffisamment ou trop peu du développement des pays pauvres ?



---

La plupart des pays baltes et nordiques semblent satisfaits du niveau de couverture médiatique. Les répondants d'Estonie (54 %), de Lituanie (55 %), de Slovaquie (59 %), de Finlande (54 %) et des Pays-Bas (56 %) estiment en majorité que la couverture du développement des pays pauvres par la presse nationale de leur pays est 'suffisante'. La Suède constitue la seule exception, dans la mesure où une majorité de répondants de ce pays estime que la couverture des questions liées au développement n'est pas suffisante.

Question: QF8. En général, pensez-vous que les médias (NATIONALITE) parlent trop, suffisamment ou trop peu du développement des pays pauvres?







D'autre part, les répondants de la plupart des pays méditerranéens ne sont pas satisfaits du niveau de couverture médiatique. En Italie, en France, au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Malte et à Chypre, le nombre des répondants estimant que la couverture médiatique est 'trop faible' est supérieur au nombre des répondants estimant qu'elle est 'suffisante'.

Environ 44 % des répondants de l'UE-15 estiment que la couverture est 'trop faible', par rapport à 36 % dans les 12NEM.

**QF8 En général, pensez-vous que les médias (NATIONALITE) parlent trop, suffisamment ou trop peu du développement des pays pauvres ?**

	Trop grande	Suffisamment	Trop petite	NSP
<b>EU27</b>	8%	40%	42%	10%
<b>EU15</b>	8%	39%	44%	9%
<b>NM12</b>	4%	44%	36%	16%

**QF8 En général, pensez-vous que les médias (NATIONALITE) parlent trop, suffisamment ou trop peu du développement des pays pauvres ?**

	Trop grande	Suffisamment	Trop petite	NSP
<b>UE27</b>	8%	40%	42%	10%
<b>Age</b>				
 15-24	6%	37%	47%	10%
25-39	7%	39%	45%	9%
40-54	9%	39%	44%	8%
55 +	8%	42%	37%	13%
<b>Age de fin d'études</b>				
 15-	10%	39%	37%	14%
16-19	8%	43%	40%	9%
20+	5%	40%	48%	7%
Tjs étudiant	5%	34%	52%	9%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>				
 Indépendants	7%	38%	44%	11%
Cadres directeurs	5%	42%	48%	5%
Autres employés	6%	40%	46%	8%
Ouvriers	8%	41%	42%	9%
Femmes- hommes au foyer	8%	39%	41%	12%
Chômeurs	10%	36%	43%	11%
Retraités	9%	43%	35%	13%
Etudiants	5%	34%	52%	9%
<b>Echelle gauche-droite</b>				
 Gauche	5%	36%	51%	8%
Centre	9%	44%	40%	7%
Droite	9%	45%	39%	7%

Les étudiants (52 %) et les plus jeunes ont tendance à penser que la couverture médiatique est insuffisante. Nous remarquons que la majorité des trois groupes d'âge les plus jeunes, à savoir les 15-24 ans (47 %), les 25-39 ans (45 %) et les 40-54 ans (44 %) ans, estiment que les médias couvrent 'trop peu' les problèmes de développement. Par contre, une majorité relative du groupe des plus âgés (à partir de 55 ans) (42 %) pense qu'ils les couvrent 'suffisamment'.

A contrario, les répondants affichant une orientation politique de droite (45 %) et les personnes âgées de 55 ans et plus (42 %) ont tendance à penser que la couverture médiatique est 'suffisante'. Il existe en effet une différence significative en ce que la majorité des (51 %) des personnes d'orientation politique de gauche estiment que la couverture est insuffisante, contre 36 % qui pensent que cette couverture est 'Juste ce qu'il faut'. Cette situation est inversée chez les répondants d'orientation politique de droite, dont la majorité (45 %) pense que la couverture est appropriée, contre 39 % qui pensent que les questions du développement sont insuffisamment couvertes. Ces résultats démontrent clairement que les convictions politiques influent fortement sur la perception du traitement de ce sujet par les médias.



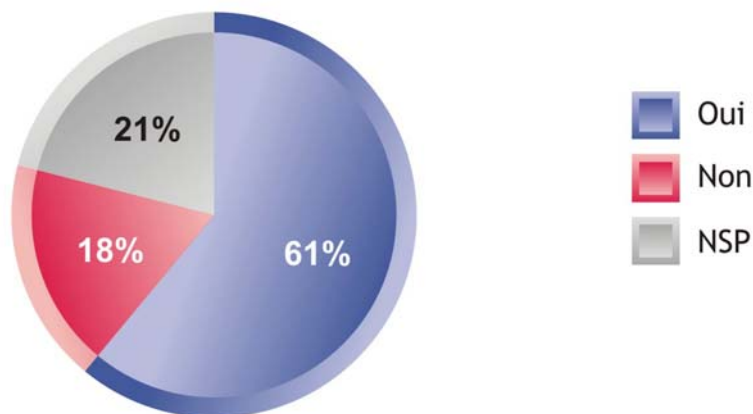
### 3. UNE PERSPECTIVE EUROPÉENNE QUI AJOUTE DE LA VALEUR

*Une très grande majorité des citoyens de l'UE (61 %) pense que l'Europe peut contribuer positivement au débat mondial sur le développement.*

Non seulement les Européens souhaitent en savoir plus au sujet de la coopération au développement, mais ils estiment qu'une perspective européenne apporterait une valeur ajoutée au débat mondial sur le développement. La majorité des personnes interrogées (61 %) s'accordent à dire que l'inscription de la coopération au développement dans la perspective de l'Union européenne apporte une valeur supplémentaire.<sup>8</sup> Quant aux autres, ils sont plus nombreux à être indécis (21 %) qu'à penser que la contribution européenne au débat n'est que de peu de valeur (18 %).

---

Question: QF9. Pensez-vous qu'une perspective européenne dans le débat international sur le développement constitue une valeur ajoutée ?



---

Une analyse par pays (voir ci-dessous) révèle d'autres différences dans une perspectives nationale : elle montre que les répondants en Allemagne (34 %), à Chypre (36 %) et en Suède (31 %) sont les plus susceptibles de croire qu'une perspective européenne enrichit le débat sur le développement. Par comparaison, les répondants en Finlande (64 %) et en Pologne (58 %) sont moins positifs, puisqu'ils pensent que l'implication de l'UE est utile, mais seulement dans une certaine mesure. Certains répondants restent indécis. À Malte, par exemple, 60 % des répondants affirment ne pas savoir si la participation de l'UE contribuerait à faire progresser le débat mondial.

---

<sup>8</sup> QF9 Pensez-vous qu'une perspective européenne dans le débat international sur le développement constitue une valeur ajoutée ?

QF9 Pensez-vous qu'une perspective européenne dans le débat international sur le développement constitue une valeur ajoutée ?



	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non, plutôt pas	Non, pas du tout	NSP	Total "Oui"	Total "Non"
<b>EU27</b>	18%	43%	14%	4%	21%	<b>61%</b>	18%
BE	19%	46%	20%	4%	11%	<b>65%</b>	24%
BG	7%	29%	12%	2%	<b>50%</b>	36%	14%
CZ	6%	41%	<b>23%</b>	4%	26%	<b>47%</b>	27%
DK	20%	48%	18%	5%	9%	<b>68%</b>	23%
DE	34%	37%	12%	3%	14%	<b>71%</b>	15%
EE	14%	48%	14%	2%	22%	<b>62%</b>	16%
IE	25%	38%	10%	<b>1%</b>	26%	<b>63%</b>	<b>11%</b>
EL	28%	48%	19%	4%	<b>1%</b>	<b>76%</b>	23%
ES	19%	45%	10%	3%	23%	<b>64%</b>	13%
FR	18%	42%	14%	4%	22%	<b>60%</b>	18%
IT	7%	45%	19%	5%	24%	<b>52%</b>	24%
CY	<b>36%</b>	37%	<b>7%</b>	<b>9%</b>	11%	<b>73%</b>	16%
LV	5%	34%	20%	3%	38%	<b>39%</b>	23%
LT	<b>3%</b>	27%	14%	7%	<b>49%</b>	30%	21%
LU	19%	35%	15%	3%	28%	<b>54%</b>	18%
HU	12%	36%	15%	4%	33%	<b>48%</b>	19%
MT	7%	<b>20%</b>	9%	4%	<b>60%</b>	<b>27%</b>	13%
NL	18%	49%	17%	5%	11%	<b>67%</b>	22%
AT	14%	45%	<b>23%</b>	5%	13%	<b>59%</b>	<b>28%</b>
PL	14%	58%	9%	2%	17%	<b>72%</b>	<b>11%</b>
PT	10%	39%	9%	5%	37%	<b>49%</b>	14%
RO	16%	36%	9%	2%	37%	<b>52%</b>	<b>11%</b>
SI	9%	52%	11%	4%	24%	<b>61%</b>	15%
SK	11%	55%	13%	2%	19%	<b>66%</b>	15%
FI	10%	<b>64%</b>	16%	2%	8%	<b>74%</b>	18%
SE	31%	46%	8%	3%	12%	<b>77%</b>	<b>11%</b>
UK	15%	38%	20%	5%	22%	<b>53%</b>	25%

**pourcentage le plus élevé par pays**  
pourcentage le plus élevé par item

**pourcentage le plus bas par pays**  
pourcentage le plus bas par pays

Contrairement aux variations par pays, il n'existe pas de grandes différences entre les catégories sociodémographiques, même si l'on peut noter certaines variations.

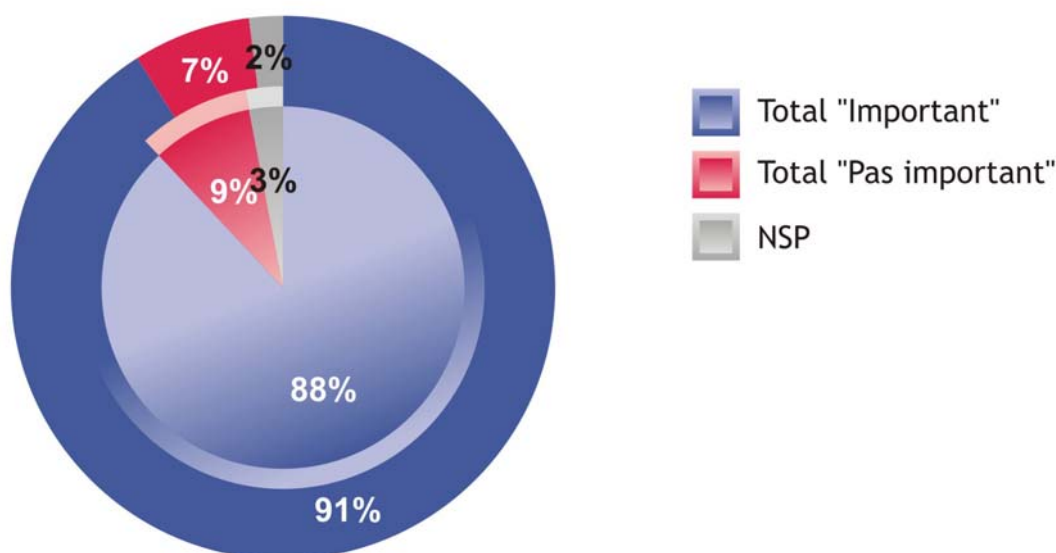
QF9 Do you think there is added value in bringing a European perspective to the global debate on development?

	Yes, definitely	Yes, to some extent	No, not really	No, definitely not	DK
<b>EU27</b>	18%	43%	14%	4%	21%
<b>Education (End of)</b>					
 15-	14%	36%	14%	5%	31%
16-19	16%	44%	16%	4%	20%
20+	26%	46%	13%	3%	12%
Still studying	19%	46%	13%	2%	20%
<b>Respondent occupation scale</b>					
 Self-employed	20%	44%	16%	4%	16%
Managers	26%	48%	14%	2%	10%
Other white collars	19%	46%	18%	3%	14%
Manual workers	15%	44%	15%	4%	22%
House persons	16%	39%	13%	3%	29%
Unemployed	14%	39%	14%	7%	26%
Retired	18%	39%	13%	4%	26%
Students	19%	46%	13%	2%	20%

#### 4. SOUTIEN AU RESPECT DES ENGAGEMENTS CONTRACTÉS

*Malgré la gravité de la crise économique, le soutien des Européens à la coopération au développement reste fort, puisque 88 % des Européens pensent qu'il est 'important'. 72 % des Européens sont favorables à ce que les engagements d'aide existants en faveur des pays en développement soient honorés, voire excédés. Seuls 7 % des Européens estiment que les niveaux actuels de contribution sont 'trop élevés'. L'opinion publique s'inscrit donc dans la lignée de la devise de l'Union européenne "tenons nos promesses" en matière de coopération au développement. Ces chiffres soulignent la pertinence de l'aide au développement en tant qu'outil permettant d'aider les citoyens des pays en développement.*

Question: QF1. Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en voie de développement ?



"Camembert" extérieur: Printemps 2009

"Camembert" intérieur: Printemps 2007

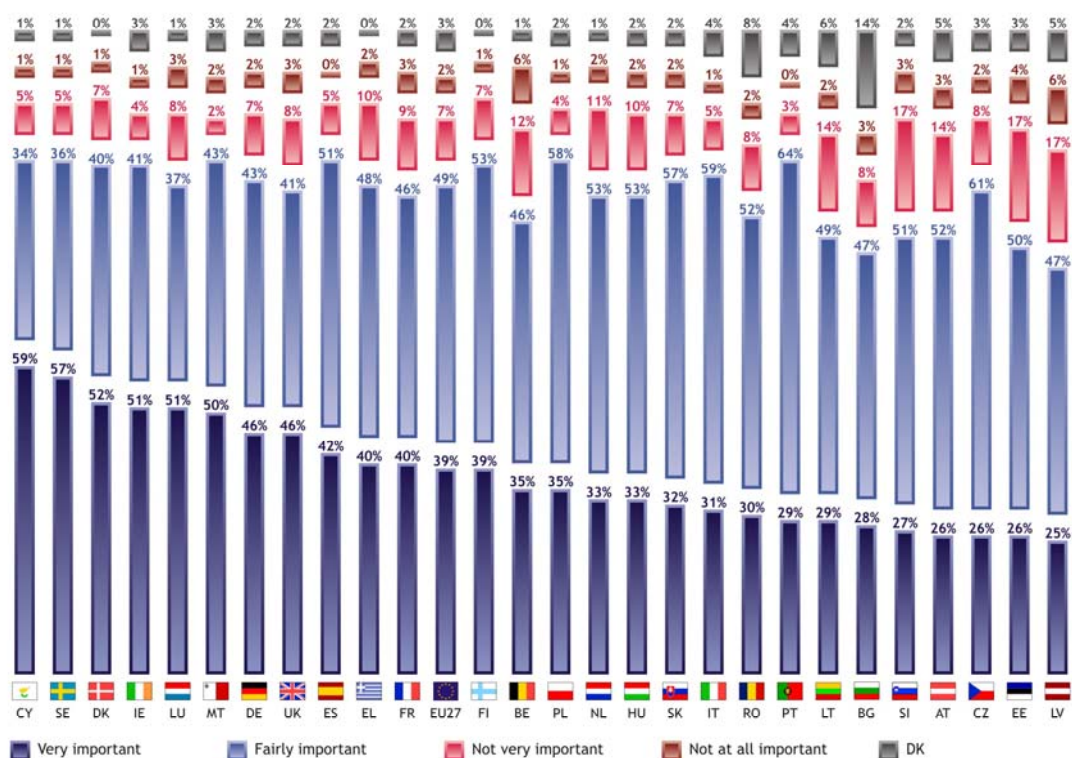
Afin de jauger le soutien du public à la coopération au développement, il a été demandé aux Européens d'estimer l'importance "d'aider les populations des pays en voie de développement". Comme cette opinion a fait l'objet d'études précédentes<sup>9</sup>, il est possible d'examiner son évolution dans le sillage de la crise économique. L'on pourrait s'attendre à ce que les préoccupations financières individuelles affectent le niveau de support des citoyens à la coopération au développement international, mais au contraire, la grande majorité des citoyens de l'Union européenne pensent

<sup>9</sup> Eurobaromètre spécial 222 'Attitudes envers l'Aide au Développement'  
[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_222\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_222_fr.pdf)

que la coopération au développement est importante (88 %). Ces chiffres ont à peine diminué par rapport à 2004, de 91 % à 88 %.

Malgré la gravité de la crise, les Européens soutiennent toujours largement la coopération au développement. Plus particulièrement, c'est surtout la part des citoyens estimant que l'aide est 'très importante' qui a diminué, passant de 53 % à 39 % depuis 2004. Ce recul est toutefois partiellement compensé par l'accroissement du nombre de répondants estimant que la coopération au développement est 'plutôt importante' (38 % en 2004 contre 49 % en 2009).

Question: QF1. In your opinion, is it very important, fairly important, not very important or not at all important to help people in developing countries?



L'analyse au niveau national permet de distinguer trois groupes de pays.

- Les pays 'les plus favorables' sont ceux dont 88 % au moins des citoyens estiment que l'aide au développement est 'très importante' ou 'plutôt importante'. Ce groupe inclut la Grèce (88 %), le Luxembourg (88 %), l'Allemagne (89 %), la Slovaquie (89 %), l'Italie (90 %), le Danemark (92 %), l'Irlande (92 %), la Finlande (92 %), ainsi que l'Espagne, Chypre, Malte, la Pologne, le Portugal et la Suède (93 % pour chacun de ces pays). Les pays dont le niveau d'aide en termes de pourcentage du PIB est le plus élevé font tous partie de ce groupe. Malgré la crise économique sévère, le soutien du public en faveur de la coopération au développement reste très important en Irlande.




























- Les pays 'favorables' – dont 80 % au moins des citoyens s'accordent à dire que le développement est 'très important' ou 'plutôt important'. Ce groupe comprend la Belgique (81 %), la Roumanie (82 %), la France (86 %), la Hongrie (86 %), les Pays-Bas (86 %), la République tchèque (87 %) et le Royaume-Uni (87 %).
- Les pays 'les moins favorables' – dont moins de 80 % des citoyens s'accordent à dire que le développement est 'très important' ou 'plutôt important'. Il se compose de la Lettonie (72 %), la Bulgarie (75 %), l'Estonie (76 %), la Lituanie (78 %), l'Autriche (78 %) et la Slovénie (78 %). Les pays Baltiques, qui ont enregistré les diminutions de PIB les plus importantes, font partie de ce groupe.<sup>10</sup>

La fracture initiale constatée en 2007 s'estompe progressivement. Le développement bénéficie d'un support croissant. Plusieurs des États membres ayant récemment rejoint l'Union affichent une proportion de citoyens estimant que l'aide est critique (réponses 'Très important' ou 'Plutôt important') en croissance depuis 2004. En Hongrie, les scores ont augmenté de 73 % à 86 % (+13 points de pourcentage), en Slovaquie de 85 % à 89 % (+4 points), en Estonie de 74 % à 76 % (+2 points) et en République tchèque de 86 % à 87 % (+1).




La Suède et les Pays-Bas – deux pays dont le niveau de l'aide publique au développement en termes de part du PIB est élevé, ont enregistré des changements significatifs depuis 2004. Le pourcentage des répondants qui estiment que l'aide est 'très importante' a diminué de 73 % à 57 % en Suède, tandis qu'aux Pays-Bas, ce pourcentage a enregistré un recul de 54 % à 33 %. Cette évolution peut dévoiler que plus la contribution de l'aide au développement est importante, moins elle recueille de support en temps de crise économique.

<sup>10</sup> <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=fr&pcode=tsieb020>

QF1 Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en voie de développement ?

	% Total Important	EB 71.2, Mai-Juin 2009 (EU27)	EB 62.2, Octobre 2004 (EU25)	Evolution
	HU	86%	73%	+13
	PT	93%	88%	+5
	SK	89%	85%	+4
	EE	76%	74%	+2
	CZ	87%	86%	+1
	FI	92%	91%	+1
	PL	93%	94%	-1
	LT	78%	79%	-1
	DE	89%	91%	-2
	FR	86%	88%	-2
	LV	72%	74%	-2
	IE	92%	95%	-3
	ES	93%	96%	-3
	MT	93%	96%	-3
	BE	81%	85%	-4
	IT	90%	94%	-4
	CY	93%	97%	-4
	SE	93%	97%	-4
	UK	87%	91%	-4
	DK	92%	97%	-5
	LU	88%	93%	-5
	EL	88%	95%	-7
	AT	78%	85%	-7
	NL	86%	93%	-7
	SI	78%	90%	-12
	RO	82%	-	-
	BG	75%	-	-

**QF1 Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en voie de développement ?**

	Très important	Plutôt important	Pas très important	Pas du tout important	NSP
UE27	39%	49%	7%	2%	3%
<b>Age</b>					
 15-24	46%	46%	5%	1%	2%
25-39	39%	49%	7%	2%	3%
40-54	38%	49%	8%	3%	2%
55 +	36%	51%	8%	2%	3%
<b>Age de fin d'études</b>					
 15-	33%	52%	9%	2%	4%
16-19	36%	51%	8%	2%	3%
20+	46%	45%	5%	2%	2%
Tjs étudiant	48%	46%	5%	-	1%
<b>Echelle gauche-droite</b>					
 Gauche	46%	45%	6%	1%	2%
Centre	37%	52%	7%	2%	2%
Droite	36%	51%	9%	2%	2%

Globalement, les répondants les plus jeunes, ceux qui ont terminé leur scolarité après l'âge de 20 ans et ceux qui affichent des opinions politiques plutôt marquées de gauche sont ceux qui accordent la plus grande valeur à l'aide au développement. Ces groupes sont plus susceptibles de dire que l'aide au développement est 'importante'. Ils sont aussi plus susceptibles de penser que l'aide au développement est 'très importante'. Une grande partie des jeunes de 15 à 24 ans, ceux qui ont fréquenté l'école le plus longtemps et ceux qui affichent des opinions politiques de gauche estiment que l'aide au développement est 'très importante' (46 % pour ces groupes, contre une moyenne européenne de 39 %).

Ces chiffres montrent que les Européens qui sont le moins susceptibles de subir la pression de la mondialisation (les plus jeunes qui ne travaillent pas et les professionnels hautement qualifiés) accordent le soutien le plus fervent à l'aide au développement.

De manière générale, ceux qui ont fréquenté l'école le plus longtemps sont ceux qui approuvent le plus largement l'aide financière aux économies en développement. Cette situation est vraisemblablement due à une meilleure compréhension des bienfaits de l'aide au développement, tant pour ses bénéficiaires que pour les pays qui la dispensent.

Les répondants plus âgés, de 55 ans et plus, ceux qui ont quitté l'école / l'université le plus tôt et ceux qui affichent une orientation politique plutôt de droite, accordent une moins grande importance au concept de l'aide au développement.

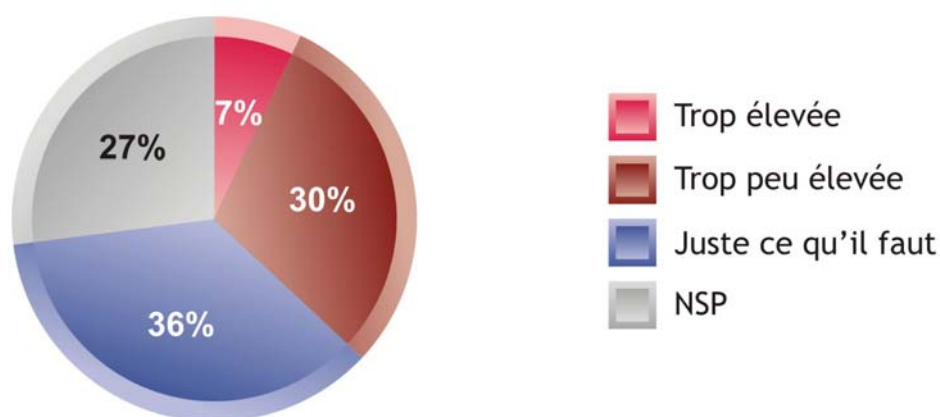
Comme le fait apparaître la question QF1, une grande majorité des Européens considèrent que la coopération au développement est une priorité importante. Bien que l'Union européenne soit le principal donateur dans le monde, seuls 7 % des Européens considèrent que le niveau de contribution actuel est trop élevé (voir ci-dessous), contre 11 % en 2004.

Pratiquement un Européen sur trois (30 %) plaiderait en faveur d'un accroissement de l'aide au développement. Depuis 2004, le nombre de personnes estimant que le niveau de contribution est 'trop peu élevé' a diminué de 10 %, pour passer de 33 % à 30 %.

Dans le même temps, le nombre des répondants estimant que les contributions sont 'd'un bon niveau' a augmenté de 20 %, de 30 % à 36 %.

---

Question: QF7. Diriez-vous que le niveau actuel de la contribution de l'Union européenne à l'aide aux pays en voie de développement est ... ?



---




Nous remarquons une proportion importante de réponses 'Ne sait pas' (27 %), pratiquement inchangée depuis 2004 (26 %) <sup>11</sup>. Deux hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène. Il peut révéler qu'un grand nombre de répondants préfèrent ne pas se prononcer car ils ne connaissent pas le niveau de contribution de l'Union européenne. Ce chiffre peut trahir le fait que certains répondants préféreraient rester indécis plutôt que de donner une opinion négative sur des niveaux d'aide qui seraient 'trop élevés'.

---

<sup>11</sup> La question précédente était toutefois légèrement différente, dans la mesure où elle concernait la contribution du gouvernement (NATIONALITÉ) : Pensez-vous que la part de son budget consacrée par le gouvernement (NATIONALITÉ) à l'aide au développement est...?



**QF7 Diriez-vous que le niveau actuel de la contribution de l'Union européenne à l'aide aux pays en voie de développement est ... ?**

	Trop élevée	Trop peu élevée	Juste ce qu'il faut	NSP
<b>EU27</b>	7%	30%	36%	27%
<b>Age de fin d'études</b>				
 15-	8%	25%	33%	34%
16-19	8%	28%	38%	26%
20+	6%	34%	35%	25%
Tjs étudiant	3%	37%	35%	25%
<b>Echelle gauche-droite</b>				
 Gauche	5%	38%	32%	25%
Centre	8%	27%	40%	25%
Droite	10%	27%	40%	23%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>				
 Indépendants	7%	32%	36%	25%
Cadres directeurs	5%	32%	40%	23%
Autres employés	6%	32%	37%	25%
Ouvriers	8%	30%	36%	26%
Femmes- hommes au	6%	26%	36%	32%
Chômeurs	9%	33%	30%	28%
Retraités	8%	25%	34%	33%
Etudiants	3%	37%	35%	25%

Environ 72 % des Européens pensent que l'Union européenne doit au minimum honorer ses engagements à l'égard des pays en développement – dont un tiers (24 %) sont favorables à ce que l'Union aille au-delà de ses promesses. Comme le montre la question ci-dessus, les Européens soutiennent le maintien des transferts d'aide au développement, malgré le revers qui a frappé l'économie mondiale. Un groupe plus réduit de répondants (19 %) affirme ne pas souhaiter que les engagements soient respectés, soit par une réduction (11 %) soit par un plafonnement (8 %) de l'aide au développement. Une minorité de répondants affirment ne pas avoir d'opinion sur le sujet (9 %).

---

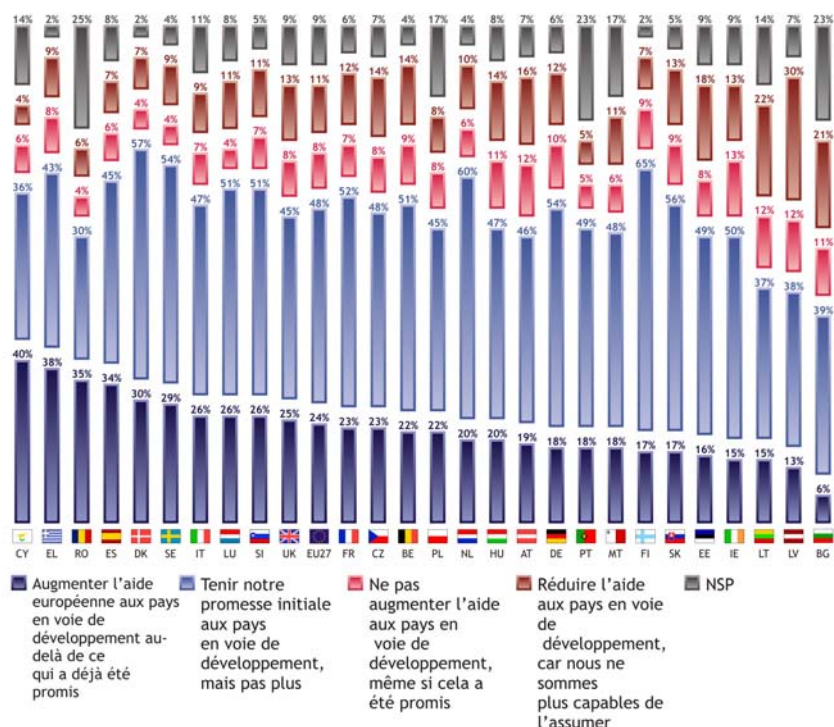
Question: QF5. L'Union européenne s'est engagée à augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en voie de développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

Nous devrions.



Question: QF5. L'Union européenne s'est engagée à augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en voie de développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

Nous devrions.





Dans certains pays, la disposition à diminuer l'aide au développement est liée à la situation de l'économie nationale. La Bulgarie<sup>12</sup>, la Lettonie et la Lituanie, trois des pays les plus lourdement frappés par la débâcle économique, présentent un taux de plus de 20 % des répondants qui affirment que l'aide doit être réduite. Cependant, malgré une sévère récession en Irlande et en Estonie, une majorité de répondants (respectivement 50 % et 49 %) continue de penser que l'Union européenne devrait au moins respecter ses promesses.

Les proportions les plus élevées de répondants estimant que l'Union européenne doit au moins honorer ses engagements s'observent dans les pays nordiques : la Finlande (65 %), le Danemark (57 %) et la Suède (54 %). Les répondants des Pays-Bas (60 %), de Slovaquie (56 %) et d'Allemagne (54 %) sont également enclins à souhaiter que l'UE tienne ses promesses.

<sup>12</sup> La Bulgarie est le seul État membre de l'Union européenne où une majorité de répondants pensent que l'aide doit être réduite ou plafonnée à ses niveaux actuels, indépendamment des promesses déjà faites.

QF5 L'Union européenne s'est engagée à augmenter le niveau de l'aide au développement qu'elle fournit aux pays en voie de développement. Au vu de la situation économique actuelle, laquelle des propositions suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?

Nous devrions...

	Augmenter l'aide européenne aux pays en voie de développement au-delà de ce qui a déjà été promis	Tenir notre promesse initiale aux pays en voie de développement, mais pas plus	Ne pas augmenter l'aide aux pays en voie de développement, même si cela a été promis	Réduire l'aide aux pays en voie de développement, car nous ne sommes plus capables de l'assumer	NSP
<b>EU27</b>	24%	48%	8%	11%	9%
<b>Age</b>					
 15-24	30%	43%	6%	10%	11%
25-39	26%	48%	8%	9%	9%
40-54	23%	51%	8%	11%	7%
55 +	20%	49%	8%	12%	11%
<b>Echelle gauche-droite</b>					
 Gauche	32%	48%	6%	8%	6%
Centre	21%	52%	9%	11%	7%
Droite	22%	50%	8%	12%	8%

Le profil sociodémographique des répondants nous permet de distinguer des différences d'opinion en fonction de l'âge.

Le souhait de maintenir, voire d'augmenter, l'aide est le plus marqué parmi le groupe des plus jeunes. Les répondants âgés de 40 ans et plus se montrent moins désireux d'augmenter l'aide au développement au-delà des promesses déjà faites. Si les plus âgés pensent que les sommes promises doivent être honorées (51 % des répondants âgés de 40 à 54 ans s'accordent à dire que l'UE doit tenir ses promesses initiales), les plus jeunes sont plus enclins à augmenter le montant de l'aide octroyée, au-delà des engagements déjà contractés (30 % des personnes âgées de 15 à 24 ans).

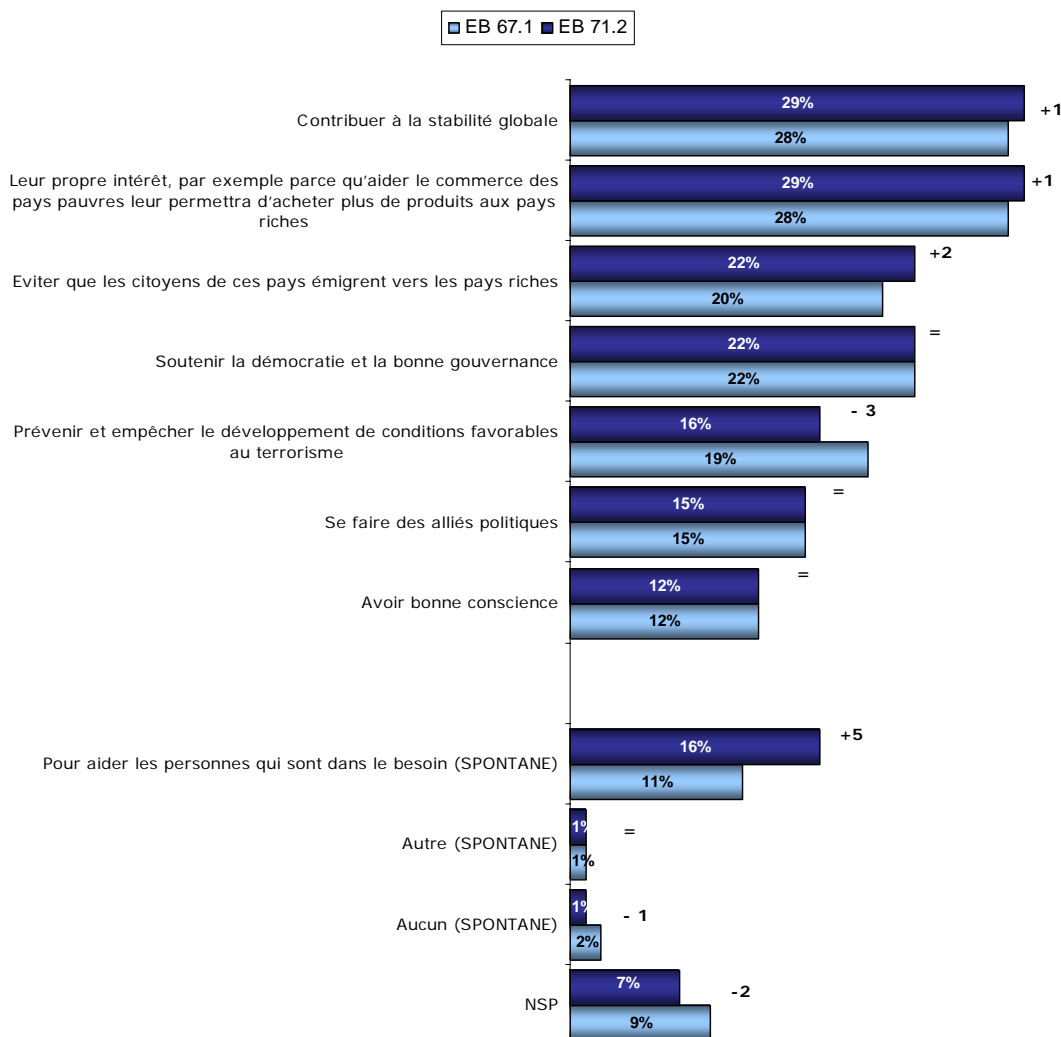
Les répondants affichant des opinions politiques de gauche sont également plus susceptibles de souhaiter une augmentation de l'aide que ceux qui affirment être plutôt de droite (32 % contre 22 %).



## 5. UN INTERET PROPRE ALLIE A UN SOUTIEN AUX NATIONS UNIES

Les Européens pensent qu'il est important d'aider les populations des pays en voie de développement, car elles sont confrontées à des défis tels qu'une pauvreté insurmontable. Néanmoins, deux Européens sur trois citent leurs propres intérêts parmi les motivations à l'octroi d'une aide (64 %), à savoir le commerce, le terrorisme, la migration et les relations politiques avec les pays tiers. Malgré cela, un Européen sur trois est d'accord pour dire que les Nations unies sont les mieux placées pour apporter de l'aide aux pays en développement, devant l'Union européenne (26 %) et les États-Unis d'Amérique (20 %).

QF3 Selon vous, quelle sont les deux principales motivations des pays riches pour fournir une aide au développement aux pays pauvres ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)



Lorsqu'il est demandé aux répondants quelles sont les principales raisons motivant l'attribution d'une aide au développement<sup>13</sup>, ils donnent une grande variété de réponses. Deux d'entre elles se détachent toutefois : pratiquement un tiers des répondants estiment que 'leur propre intérêt' ou 'contribuer à la stabilité globale' est une motivation essentielle (29 % dans les deux cas). Nous ne constatons que peu d'évolution à cet égard. Les réponses 'Leur propre intérêt' et 'Contribuer à la stabilité globale' se classaient en première et deuxième positions en 2007, comme c'est le cas aujourd'hui.

Plusieurs réponses peuvent être considérées comme faisant partie de la rhétorique 'Leur propre intérêt' : outre celle qui mentionne spécifiquement un intérêt propre, les réponses liées au terrorisme, à la migration et aux alliés politiques peuvent être classées dans la catégorie 'Leur propre intérêt'. Cumulés, ces éléments montrent qu'au total, pratiquement deux tiers des Européens (64 %)<sup>14</sup> ont opté pour au moins une réponse liée à l'intérêt propre. La proportion la plus élevée de répondants optant pour ces réponses se trouve en Grèce (90 %), à Chypre (87 %), en France (79 %), en Lettonie (77 %), en Slovaquie (73 %), au Danemark (71 %) et aux Pays-Bas (70 %).

Deux raisons sont mentionnées par environ un cinquième des répondants : 'Soutenir la démocratie et la bonne gouvernance' et 'Éviter que les citoyens de ces pays émigrent vers les pays riches'. Environ une personne interrogée sur six pense que l'aide au développement contribue à 'Réduire le terrorisme', tandis que le même pourcentage, 16 %, affirme *spontanément* que la principale motivation pour apporter une aide au développement est 'Pour aider les personnes qui sont dans le besoin'.

Nous observons toutefois une légère diminution depuis 2007 du nombre de personnes qui estiment que 'Prévenir et empêcher le développement de conditions favorables au terrorisme' est une motivation majeure, de 19 % à 16 %. Nous enregistrons en outre un accroissement du nombre de personnes affirmant spontanément 'Aider les autres', de 11 % à 16 %, soit l'évolution individuelle la plus importante depuis les études précédentes. Cette progression peut refléter un sentiment de sécurité plus important chez les personnes sondées.

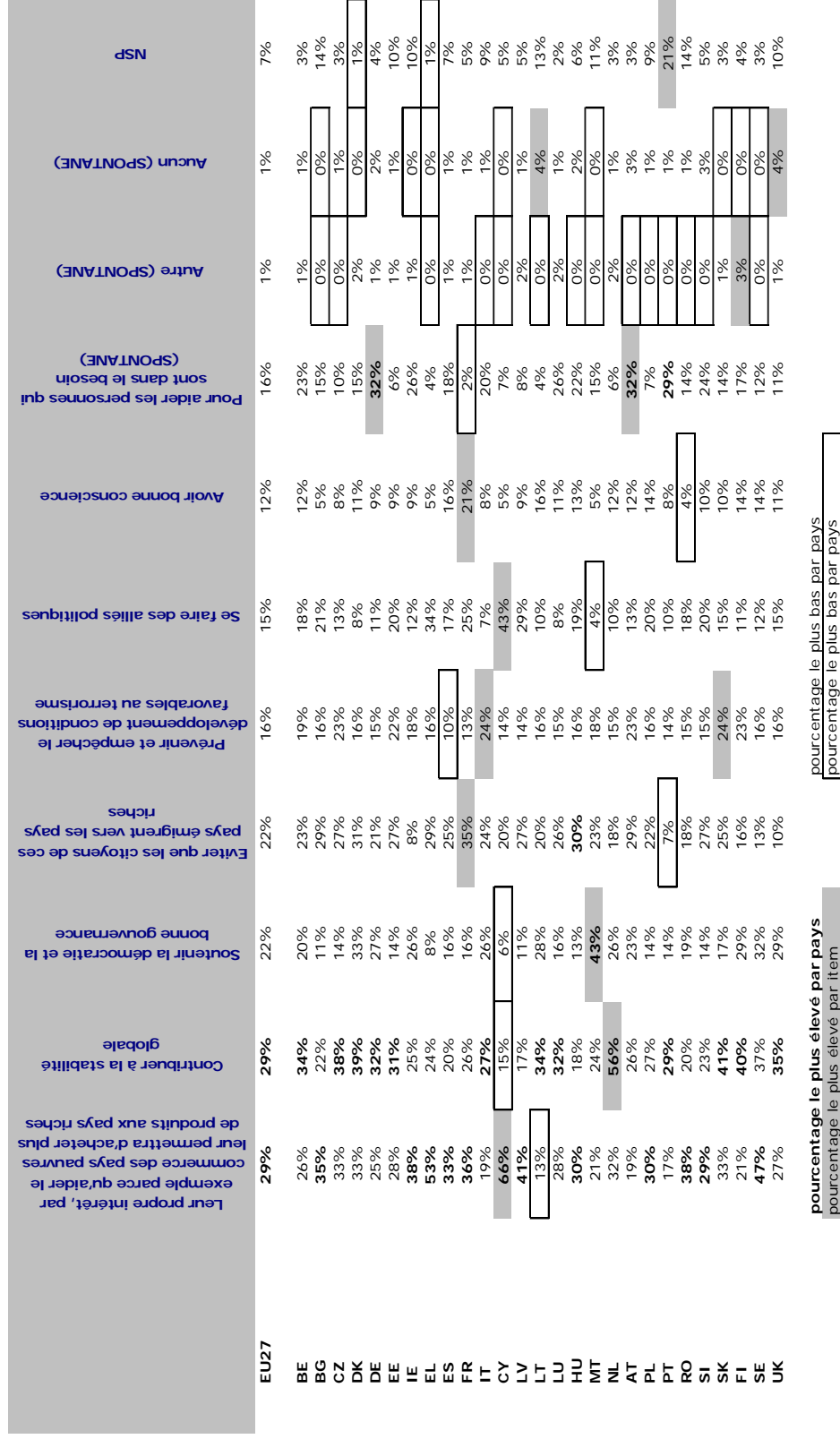
Le graphique suivant montre les principales motivations pour fournir une aide au développement, par pays. Ce tableau est présenté en format 'paysage' afin de mieux présenter les résultats et de permettre une comparaison entre les pays.

---

<sup>13</sup> QF3 L'aide au développement signifie donner ou prêter des fonds aux pays en voie de développement pour promouvoir le développement économique et le bien-être des personnes. Nous ne parlons pas ici de l'aide humanitaire (qui est une aide d'urgence en cas de guerre, de catastrophe naturelle, de famine, etc.), mais bien d'aide au développement. Selon vous, quelles sont les deux principales motivations des pays riches pour fournir une aide au développement aux pays pauvres ?

<sup>14</sup> Ce chiffre de 64 % correspond à la proportion de répondants qui ont choisi au moins l'une des réponses suivantes : leur propre intérêt, par exemple parce qu'aider le commerce des pays pauvres leur permettra d'acheter plus de produits aux pays riches ; prévenir et empêcher le développement de conditions favorables au terrorisme ; se faire des alliés politiques ; éviter que les citoyens de ces pays émigrent vers les pays riches.

QF3 L’aide au développement signifie donner ou prêter des fonds aux pays en voie de développement pour promouvoir le développement économique et le bien-être des personnes. Nous ne parlons pas ici de l’aide humanitaire (qui est une aide d’urgence en cas de guerre, de catastrophe naturelle, de famine, etc.), mais bien d’aide au développement. Selon vous, quelle sont les deux principales motivations des pays riches pour fournir une aide au développement aux pays pauvres ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)



pourcentage le plus élevé par pays

pourcentage le plus bas par pays

Dans la mesure où l'analyse des tendances suggère un glissement d'accent, il est important d'examiner si les réponses nationales ont évolué de manière similaire.

Si l'on compare les résultats des pays individuels, nous observons des variations considérables dans les réponses nationales. Plus de la moitié des personnes interrogées à Chypre (66 %) et en Grèce (53 %) citent 'Leur propre intérêt' comme étant la principale motivation à apporter une aide économique aux pays les plus pauvres.

Les autres nations considèrent que la 'Stabilité globale' est la principale raison d'apporter de l'aide. Les Pays-Bas plus particulièrement, font passer cette raison avant les autres, avec un résultat remarquable de 56 % des personnes interrogées dans ce pays citant la 'Stabilité globale'

En France, un peu plus d'un tiers des personnes interrogées (35 %) pensent que l'aide au développement contribue à 'Éviter que les citoyens de ces pays émigrent vers les pays riches', soit un chiffre pratiquement égal à celui des personnes interrogées qui affirment que 'Leur propre intérêt' est la principale raison (36 %).

En Allemagne (32 %), en Autriche (32 %) et au Portugal (29 %), environ un tiers des répondants proposent des motifs humanitaires pour apporter une aide économique, soit le double de la moyenne européenne.

Depuis 2007, l'Allemagne a connu un recul du nombre de répondants qui citent 'prévenir et empêcher le terrorisme' comme motif de l'aide au développement, de 24 % à 15 %. Cette même évolution s'observe au Portugal, où le nombre de ceux qui sont d'accord avec cette affirmation a diminué pour passer de 21 % à 14 %. Ce recul peut refléter une moindre anxiété ressentie à l'égard du terrorisme mondial au cours des deux dernières années.

Il est intéressant de savoir quel acteur serait, de l'avis de ces répondants, le mieux placé pour apporter une aide aux pays en voie de développement.

QF3 L'aide au développement signifie donner ou prêter des fonds aux pays en voie de développement pour promouvoir le développement économique et le bien-être des personnes. Nous ne parlons pas ici de l'aide humanitaire (qui est une aide d'urgence en cas de guerre, de catastrophe naturelle, de famine, etc.), mais bien d'aide au développement. Selon vous, quelle sont les deux principales motivations des pays riches pour fournir une aide au développement aux pays pauvres ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

	Leur propre intérêt	Soutenir la démocratie et la bonne gouvernance	Avoir bonne conscience	Eviter que les citoyens de ces pays émigrent vers les pays riches	Contribuer à la stabilité globale	Se faire des alliés politiques	Prévenir et empêcher le développement de conditions favorables au terrorisme	Pour aider les personnes qui sont dans le besoin (SPONTANÉ)	Autre (SPONTANÉ)	Aucun (SPONTANÉ)	NSP
<b>UE27</b>	29%	29%	22%	22%	16%	15%	12%	16%	1%	1%	7%
<b>Sexe</b>											
Homme	32%	30%	23%	22%	16%	17%	11%	14%	1%	1%	6%
Femme	27%	29%	22%	21%	17%	14%	12%	18%	1%	1%	8%
<b>Age</b>											
15-24	29%	30%	21%	19%	18%	18%	12%	14%	1%	1%	9%
25-39	31%	31%	21%	22%	17%	17%	12%	15%	1%	1%	6%
40-54	30%	32%	23%	23%	16%	16%	13%	15%	1%	1%	5%
55 +	27%	25%	23%	21%	15%	12%	11%	19%	1%	2%	9%
<b>Age de fin d'études</b>											
15-	26%	21%	22%	20%	14%	11%	13%	21%	1%	2%	11%
16-19	29%	29%	23%	20%	17%	16%	12%	16%	1%	2%	7%
20+	33%	36%	22%	26%	17%	17%	11%	13%	1%	1%	3%
Tjs étudiant	32%	33%	21%	21%	19%	19%	10%	14%	1%	1%	7%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>											
Indépendants	32%	34%	22%	20%	18%	17%	8%	15%	1%	1%	5%
Cadres directeurs	35%	39%	20%	29%	16%	16%	9%	12%	1%	1%	2%
Autres employés	29%	34%	22%	22%	19%	17%	12%	15%	1%	1%	4%
Ouvriers	30%	29%	23%	21%	16%	16%	13%	15%	1%	1%	7%
Femmes- hommes au foyer	26%	23%	21%	22%	15%	12%	14%	22%	0%	1%	9%
Chômeurs	28%	25%	20%	17%	15%	15%	14%	14%	1%	3%	10%
Retraités	26%	24%	24%	21%	15%	12%	12%	19%	1%	2%	10%
Etudiants	32%	33%	21%	21%	19%	19%	10%	14%	1%	1%	7%

Comme nous assistons à des différences nationales dans les réponses à cette question, nous constatons également des différences sociodémographiques.

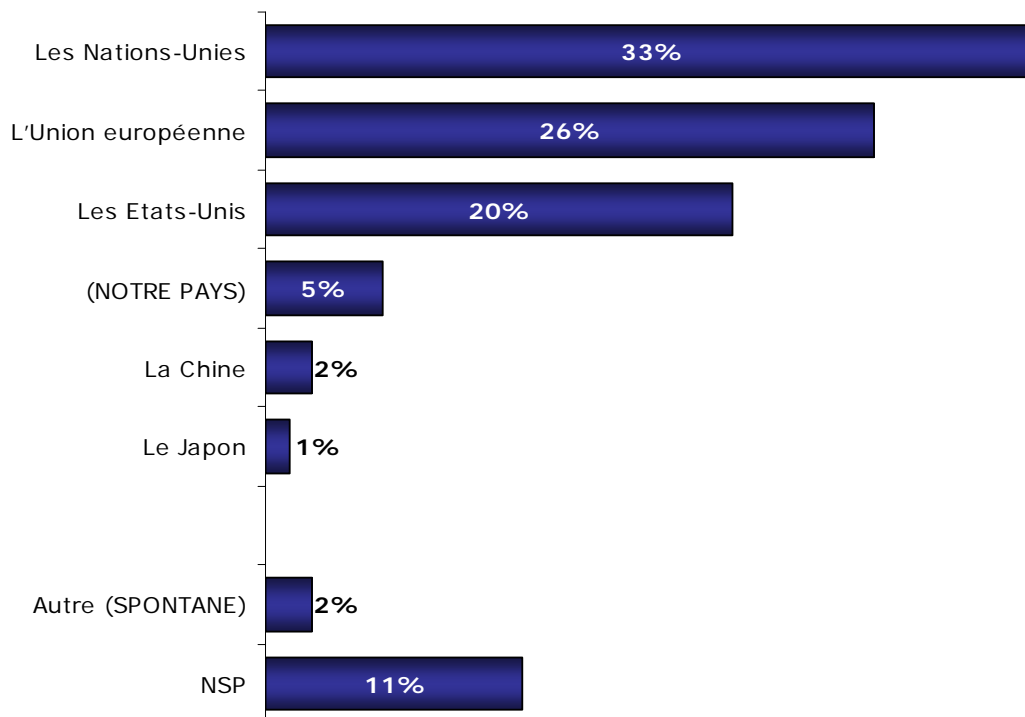
Nous constatons des différences en fonction du sexe dans les réponses à la question de la motivation d'une aide. Les hommes sont plus susceptibles de répondre que 'leur propre intérêt' est à la base de décisions des États en matière de financement de l'aide au développement (voir aussi la migration et les alliés politiques), avec 32 % des hommes d'accord contre 27 % des femmes.

Cette proportion est toutefois inversée lorsque l'on examine la réponse 'Aider les autres'. Dans ce cas, 18 % des femmes pensent qu'"Aider les autres" est la principale motivation, contre à peine 14 % des hommes.

Le parcours scolaire et professionnel affecte également les réponses données. Les personnes ayant étudié le plus longtemps (33 %) et ceux qui occupent des postes de cadre (35 %) s'accordent généralement à dire que l'aide au développement est donnée principalement pour le motif 'Leur propre intérêt'. Ils sont aussi plus enclins à penser que l'aide contribue à la 'stabilité globale' (respectivement 36 % et 39 %). D'autre part, les personnes au foyer (22 %), les personnes qui ont quitté l'école rapidement (21 %), les femmes (18 %) et les personnes âgées de plus de 55 ans (19 %) comptent parmi ceux qui sont les plus susceptibles de mentionner spontanément 'Aider les autres' comme motif pour apporter de l'aide.

---

**QF4 D'après vous, parmi les suivants, qui est le mieux placé pour aider les populations pauvres à se développer ?**



---

Lorsqu'on demande aux personnes interrogées quel est l'organe le mieux placé pour aider les pays pauvres, un tiers affirment qu'il s'agit des Nations unies. L'Union européenne occupe la seconde place (26 %), suivie par les États-Unis d'Amérique (20 %). La Chine est citée par un très faible pourcentage de répondants (2 %). Malgré son importance géopolitique et économique, la Chine n'est pas considérée comme un acteur important en matière d'aide au développement.

Nous notons que les Européens considèrent que les Nations unies sont l'organe le plus à même d'aider les pays les plus pauvres à se développer. Ils considèrent que cet organe est plus approprié que l'Union européenne, qui est pourtant le premier donateur mondial d'aide au développement. Ce résultat porte à croire que les personnes ont tendance à considérer que les organisations "de plus grande taille" sont mieux placées pour aider les pays en voie de développement.

Cette analyse est toutefois limitée par le fait que nous ne savons pas si les répondants répondent sur la base de la légitimité / du mandat ou sur la base des résultats / de l'efficacité. Nous ignorons donc si cette réponse est motivée par le fait que les Nations unies sont une organisation "de plus grande taille" ou parce qu'elles sont perçues comme une organisation plus "légitime" parce qu'elles représentent la plupart, si pas la totalité, des pays dans le monde.

QF4 D'après vous, parmi les suivants, qui est le mieux placé pour aider les populations pauvres à se développer ?

	Les Nations-Unies	L'Union européenne	Les Etats-Unis	(NOTRE PAYS)	La Chine	Le Japon	Autre (SPONTANE)	NSP
<b>UE27</b>	<b>33%</b>	26%	20%	5%	2%	1%	2%	11%
<b>UE15</b>	33%	23%	21%	3%	2%	5%	2%	11%
<b>NE12</b>	33%	36%	14%	1%	1%	2%	1%	12%
BE	<b>34%</b>	29%	19%	4%	3%	1%	1%	9%
BG	28%	<b>39%</b>	12%	0%	1%	1%	1%	18%
CZ	<b>45%</b>	19%	20%	1%	2%	2%	1%	10%
DK	<b>43%</b>	30%	12%	5%	3%	1%	1%	5%
DE	<b>38%</b>	27%	13%	6%	2%	1%	3%	10%
EE	<b>42%</b>	24%	11%	2%	1%	1%	2%	17%
IE	<b>40%</b>	24%	15%	4%	2%	1%	2%	12%
EL	28%	<b>38%</b>	21%	2%	4%	1%	3%	3%
ES	24%	23%	<b>33%</b>	3%	2%	2%	2%	11%
FR	25%	<b>27%</b>	26%	5%	4%	1%	2%	10%
IT	<b>30%</b>	22%	22%	3%	3%	3%	1%	16%
CY	19%	<b>47%</b>	20%	1%	2%	1%	3%	7%
LV	24%	<b>28%</b>	19%	2%	3%	2%	2%	20%
LT	17%	<b>36%</b>	23%	1%	2%	4%	3%	14%
LU	<b>36%</b>	35%	8%	7%	1%	0%	4%	9%
HU	<b>34%</b>	29%	24%	2%	1%	1%	1%	8%
MT	<b>37%</b>	24%	23%	2%	1%	2%	1%	10%
NL	<b>54%</b>	22%	8%	5%	3%	1%	2%	5%
AT	<b>31%</b>	23%	25%	4%	1%	1%	3%	12%
PL	34%	<b>37%</b>	11%	2%	1%	1%	1%	13%
PT	18%	19%	<b>32%</b>	1%	1%	1%	3%	25%
RO	22%	<b>47%</b>	13%	1%	2%	1%	1%	13%
SI	<b>39%</b>	32%	15%	1%	1%	2%	4%	6%
SK	<b>52%</b>	27%	12%	1%	0%	1%	1%	6%
FI	<b>66%</b>	18%	6%	3%	1%	0%	2%	4%
SE	<b>73%</b>	12%	2%	4%	1%	0%	2%	6%
UK	<b>34%</b>	13%	23%	12%	3%	1%	3%	11%

**pourcentage le plus élevé par pays**

*pourcentage le plus bas par pays*

pourcentage le plus élevé par item

pourcentage le plus bas par pays

Un examen des différences par pays montre que la Suède (73 %) et la Finlande (66 %) sont les plus susceptibles de citer les Nations unies et, dans une moindre proportion, les Pays-Bas (54 %), la Slovaquie (52 %), la République tchèque (45 %), le Danemark (43 %), l'Estonie (42 %), l'Irlande (40 %), la Slovénie (39 %), l'Allemagne (38 %), Malte (37 %), le Luxembourg (36 %), la Hongrie, la Belgique et le Royaume-Uni (34 % pour ces trois pays), l'Autriche (31 %) et l'Italie (30 %), pays dans lesquels cette opinion est majoritaire.

Les 12NEM sont plus enclins que l'UE-15 (23 %) à sélectionner l'Union européenne (36 %) comme organe le mieux placé pour aider les pays en voie de développement. Les États membres de l'UE-15 sont toutefois plus susceptibles de choisir les États-Unis (21 %) que les États membres les plus récents (14 % des 12NEM).




Les répondants sont nombreux à sélectionner des organisations multilatérales comme étant les mieux placées pour apporter de l'aide, avec une préférence pour l'Union européenne par rapport aux Nations unies dans les pays qui ont récemment rejoint l'UE. À Chypre et en Roumanie (47 % dans les deux pays), pratiquement la moitié de la population considère que l'UE est la mieux placée pour aider les nations les plus pauvres.

Durant l'hiver 2004, nous avons aussi noté que les 10NEM étaient moins susceptibles de croire que leur gouvernement national offre de l'aide (42 %) que les États membres de l'UE-15 (66 %). Ce résultat inspire un autre facteur pouvant influencer la préférence marquée dans les nouveaux États membres en faveur de l'Union européenne comme acteur le mieux placé, en ce qu'ils considèrent peut-être que leur gouvernement national n'est pas désireux ou capable d'apporter de l'aide.

L'Espagne (33 %) et le Portugal (32 %) sont deux des pays estimant que les États-Unis sont mieux placés pour aider les populations pauvres. Ces résultats ne permettent toutefois pas de savoir s'ils considèrent que les États-Unis sont mieux placés parce qu'il s'agit de la première puissance économique et qu'ils disposent de ce fait des ressources financières nécessaires, ou si les États-Unis ont l'obligation morale de le faire. Ces résultats nous poussent à nous demander si ces organes sont cités sur la base de leur capacité / faculté d'agir ou sur la base de leur mandat / devoir moral.

Seuls les répondants du Royaume-Uni accordent un poids plus important à leur propre pays comme étant le mieux placé pour aider les populations pauvres. Ces résultats attestent sans doute d'un niveau élevé d'appréciation de la politique nationale du Royaume-Uni en matière de développement. Ils pourraient également contribuer à expliquer pourquoi les Objectifs du millénaire pour le développement ne bénéficient pas d'une grande notoriété au Royaume-Uni.

QF4 D'après vous, parmi les suivants, qui est le mieux placé pour aider les populations pauvres à se développer ?

	Les Nations-Unies	L'Union européenne	Les Etats-Unis	(NOTRE PAYS)	La Chine	Le Japon	Autre (SPONTANE)	NSP
<b>UE27</b>	33%	26%	20%	5%	2%	1%	2%	11%
<b>Age</b>								
 15-24	27%	28%	22%	5%	4%	1%	2%	11%
25-39	34%	27%	20%	4%	2%	2%	2%	9%
40-54	37%	26%	18%	4%	2%	1%	2%	10%
55 +	32%	23%	20%	5%	2%	1%	2%	15%
<b>Age de fin d'études</b>								
 15-	26%	23%	23%	6%	2%	1%	3%	16%
16-19	33%	26%	19%	5%	2%	2%	2%	11%
20+	41%	28%	16%	3%	2%	1%	2%	7%
Tjs étudiant	31%	28%	22%	3%	3%	1%	2%	10%
<b>Echelle d'occupation du répondant</b>								
 Indépendants	39%	22%	19%	3%	3%	2%	2%	10%
Cadres directeurs	46%	28%	13%	3%	2%	1%	2%	5%
Autres employés	37%	28%	17%	3%	2%	1%	2%	10%
Ouvriers	32%	26%	20%	6%	2%	2%	2%	10%
Femmes- hommes au foyer	28%	24%	21%	6%	2%	2%	2%	15%
Chômeurs	26%	25%	25%	5%	3%	2%	3%	11%
Retraités	30%	25%	20%	5%	2%	1%	2%	15%
Etudiants	31%	28%	22%	3%	3%	1%	2%	10%

Les réponses ont fait apparaître des différences considérables d'un pays à l'autre. La situation sociale et économique des répondants permet également d'expliquer certaines différences dans les approches.

Les personnes occupant des fonctions de cadre et ayant étudié le plus longtemps sont les plus susceptibles de choisir les Nations unies comme vecteur d'aide aux

pays en voie de développement, avec 46 % des directeurs d'entreprise citant cet organe contre 33 % de l'ensemble des personnes sondées.

A contrario, les plus jeunes et les personnes qui ont le moins fréquenté l'école ont tendance à penser que les États-Unis (23 %) sont les mieux placés pour aider les populations pauvres.

Les autres groupes semblent cependant éprouver plus de difficultés à se forger une opinion en la matière. Les retraités et les personnes au foyer sont les moins enclins à exprimer une opinion. En effet, 15 % d'entre eux ignorent quel organe est à même d'aider les populations. Ces échantillons sont néanmoins aussi les plus susceptibles de citer les Nations unies. Environ un tiers des répondants les plus âgés affirment que les Nations unies sont l'organe le mieux placé pour apporter de l'aide.



## CONCLUSION

En conclusion, les principales observations sont les suivantes :

- Dans la lignée de l'objectif clé de l'Union européenne en matière de coopération au développement, un répondant sur deux estime que la pauvreté est le principal problème auquel sont confrontés les pays en voie de développement. La crise économique est considérée comme le second problème le plus important auquel ces pays sont confrontés. Il s'agit probablement là d'un reflet des circonstances affectant les Européens au moment de la réalisation de ce sondage.
- Une part importante des personnes interrogées n'est toujours pas familiarisée aux Objectifs du millénaire pour le développement, même si nous assistons à une évolution favorable de la notoriété de ces Objectifs. Actuellement, environ un quart des répondants déclare connaître quelque peu les Objectifs du millénaire pour le développement. Pourtant, à l'heure actuelle, seule une personne interrogée sur vingt comprend leur contenu. Le manque de compréhension ne reflète pas un manque d'intérêt à l'égard du développement des pays partenaires. 42 % des Européens estiment que la couverture dans leurs médias nationaux est insuffisante. Les citoyens nés en dehors de l'Union européenne le ressentent plus particulièrement et sont aussi plus enclins à s'accorder à dire que les sujets liés au développement devraient bénéficier d'une plus grande exposition.
- Parmi les principales raisons d'apporter une aide au développement, les répondants citent le propre intérêt des pays donateurs et la stabilité globale. Les perceptions des autres motivations ont légèrement changé depuis 2007. Si le motif 'décourager les causes du terrorisme global' a enregistré un certain recul, celui-ci s'accompagne d'une augmentation correspondante du nombre de personnes citant des motifs altruistes d'aider les autres nations. Les femmes sont plus enclines que les hommes à citer spontanément le motif 'Aider les autres' comme raison de l'aide au développement.
- Globalement, les opinions sont divisées à parts égales sur la question des niveaux de financement de l'UE. Environ un tiers des répondants pensent que les niveaux de contributions actuels de l'UE sont juste ce qu'il faut, tandis qu'un même nombre de répondants estiment que ces niveaux sont trop faibles. Seule une proportion légèrement moins élevée de répondants est indécise. Ce sondage a été mené au plus fort de la crise économique, ce qui n'empêche pas plus d'un tiers des personnes interrogées d'affirmer que les niveaux d'investissement actuels sont adéquats. Pratiquement la moitié des personnes sondées pensent en outre que les investissements de l'UE en matière d'aide au développement ne doivent pas être augmentés au-delà des promesses déjà faites. Néanmoins, une part significative des citoyens de l'UE envisage une augmentation des contributions aux pays en voie de développement ; pratiquement un répondant sur quatre pense que les investissements doivent être augmentés au-delà des engagements déjà contractés et pratiquement un tiers pense que les contributions actuelles sont insuffisantes. Les plus jeunes et les personnes ayant fréquenté le plus longtemps l'école pensent, de manière générale, que l'aide apportée est insuffisante.

- Bien que l'UE soit le premier pourvoyeur mondial d'aide au développement, la majorité des répondants affirment que les Nations unies sont l'organisme le mieux placé pour aider les pays en voie de développement. Les personnes interrogées en Suède (73 %) et en Finlande (66 %) ont tendance à nommer les Nations unies. Parmi les pays citant l'Union européenne avant les Nations unies, pratiquement tous sont des États membres ayant récemment rejoint l'UE, à l'exception de la France et de la Grèce (Roumanie, Pologne, Lettonie, Lituanie, Bulgarie et Chypre).
- Malgré la crise économique qui a secoué le monde, environ neuf Européens sur dix continuent de penser qu'il est important d'aider les pays en voie de développement. Pratiquement trois Européens sur quatre souhaitent que les promesses d'aide soient honorées, voire que l'aide soit encore accrue.